**CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
DE LA GUADELOUPE**

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU SUD DE
LA COTE SOUS LE VENT (SISCSV)**

BUDGETS SUPPLEMENTAIRES 2012

**Article L. 1612-5
du Code général des collectivités territoriales**

AVIS N° 2012.0205

SAISINE N°12 068-971-L. 1612-5 et L. 1612-20

SEANCE DU 20 DECEMBRE 2012

LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DE LA GUADELOUPE ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code des juridictions financières ;

VU les lois et règlements relatifs aux budgets et à la comptabilité des communes et des établissements publics communaux ;

VU l'avis n° 2011-0063 du 7 juillet 2011 rendu par la chambre sur le budget primitif 2011 du SISCSV ;

VU, enregistrée le 10 décembre 2012 au greffe de la chambre régionale des comptes, la lettre du 6 décembre 2012 par laquelle le préfet de la région Guadeloupe a saisi la chambre régionale des comptes de la Guadeloupe des budgets supplémentaires 2012 du SISCSV ; ensemble les pièces à l'appui ;

VU la lettre en date du 10 décembre 2012 par laquelle le Président de la chambre régionale des comptes a invité le Président du SISCSV à faire connaître ses observations ;

ENTENDU les observations du Directeur général des services du Syndicat le 11 décembre 2012 ;

VU la correspondance électronique émise par le Directeur général des services du Syndicat le 12 décembre 2012 ;

VU les conclusions de M. PELAT, procureur financier ;

Après avoir entendu M. MALECKI, Premier-conseiller, en son rapport, et M. PELAT, en ses observations ;

CONSIDERANT que, depuis l'exercice budgétaire 2010, à la demande des services de la préfecture, le budget du SISCSV est présenté sous la nomenclature comptable M49, sous la forme d'un budget principal et de trois budgets annexes retraçant les trois compétences du Syndicat (eau potable, assainissement et irrigation) ;

CONSIDERANT que le Conseil syndical du SISCSV a adopté le 14 mars 2012 les budgets primitifs 2012 du Syndicat ; que le Conseil syndical a adopté le 18 mai 2012 le compte administratif 2011 de l'établissement ; que le Conseil syndical a adopté le 29 septembre 2012 les budgets supplémentaires de l'exercice 2012 de la manière suivante :

Pour le budget supplémentaire principal du SISCV :

SECTION de FONCTIONNEMENT	Dépenses de la section d'exploitation	Recettes de la section d'exploitation
Crédits d'exploitation	1.065.627,90 €	613.383,73 €
Restes à réaliser		
Résultat reporté		452.244,17 €
Total	1.065.627,90 €	1.065.627,90 €

SECTION d'INVESTISSEMENT	Dépenses de la section d'investissement	Recettes de la section d'investissement
Crédits d'investissement	613.383,73 €	985.901,90 €
Restes à réaliser	128.728,32 €	
Résultat reporté		5.710.080,53€
Total	742.112,05 €	6.695.982,43 €

Total principal	1.807.739,95 €	7.761.610,33 €
------------------------	-----------------------	-----------------------

Pour le budget supplémentaire annexe AEP :

SECTION de FONCTIONNEMENT	Dépenses de la section d'exploitation	Recettes de la section d'exploitation
Crédits d'exploitation	80.996,18 €	80.996,18 €
Restes à réaliser		
Résultat reporté		
Total	80.996,18 €	80.996,18 €

SECTION d'INVESTISSEMENT	Dépenses de la section d'investissement	Recettes de la section d'investissement
Crédits d'investissement	4.417.857,19 €	4.873.152,43 €
Restes à réaliser	2.109.538,84 €	2.573.001,00 €
Résultat reporté	5.328.407,69 €	
Total	11.855.803,72 €	7.446.153,43 €

Total AEP	11.936.799,90 €	7.527.149,61 €
-----------	-----------------	----------------

Pour le budget supplémentaire annexe assainissement :

SECTION de FONCTIONNEMENT	Dépenses de la section d'exploitation	Recettes de la section d'exploitation
Crédits d'exploitation	8.565,00 €	8.565,00 €
Restes à réaliser		
Résultat reporté		
Total	8.565,00 €	8.565,00 €

SECTION d'INVESTISSEMENT	Dépenses de la section d'investissement	Recettes de la section d'investissement
Crédits d'investissement	1.144.278,10 €	1.088.612,76 €
Restes à réaliser	746.304,92 €	
Résultat reporté	715.578,07 €	
Total	2.606.161,09 €	1.088.612,76 €

Total Assainissement	2.614.726,09 €	1.097.177,76 €
----------------------	----------------	----------------

Pour le budget supplémentaire annexe irrigation :

SECTION de FONCTIONNEMENT	Dépenses de la section d'exploitation	Recettes de la section d'exploitation
Crédits d'exploitation		
Restes à réaliser		
Résultat reporté		
Total		

SECTION d'INVESTISSEMENT	Dépenses de la section d'investissement	Recettes de la section d'investissement
Crédits d'investissement	-20.000,00 €	74.989,24 €
Restes à réaliser	124.661,00 €	3.000,00 €
Résultat reporté		
Total	104.661,00 €	77.989,24 €

Total Irrigation	104.661,00 €	77.989,24 €
------------------	--------------	-------------

Total général	16.463.926,94 €	16.463.926,94 €
----------------------	------------------------	------------------------

CONSIDERANT que les budgets ainsi votés ont été transmis au représentant de l'Etat le 12 octobre 2012 ;

- **SUR LA RECEVABILITE DE LA SAISINE :**

CONSIDERANT que, par lettre du 6 décembre 2012, le préfet de la région Guadeloupe a saisi la chambre régionale des comptes des budgets supplémentaires 2012 du SISCSV sur le fondement de l'article L. 1612-5 du Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que, dans sa saisine, le préfet relève que les trois budgets supplémentaires annexes sont votés en déséquilibre ;

CONSIDERANT que les budgets annexes des services publics à caractère industriel et commercial exploités en régie, affermés ou concédés par les communes ou leurs établissements publics, obéissent à certaines règles générales définies par les articles L. 2224-1 à L. 2224-6 du Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que les termes de l'équilibre réel sont définis par l'article L. 1612-4 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : « *le budget de la collectivité est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section à l'exclusion du produit des emprunts et éventuellement aux dotations aux comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement des annuités d'emprunts à échoir au cours de l'exercice* » ;

CONSIDERANT que l'article L. 1612-5 du Code général des collectivités territoriales dispose que « *lorsque le budget d'une collectivité territoriale n'est pas voté en équilibre réel, la Chambre régionale des comptes saisie par le représentant de l'Etat dans un délai de trente jours à compter de la transmission prévue par l'article L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1, le constate et propose à la collectivité territoriale, dans un délai de trente jours à compter de la saisine, les mesures de redressement nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire et demande au conseil municipal une nouvelle délibération* » ;

CONSIDERANT en conséquence que les budgets supplémentaires ainsi votés ne remplissent pas les conditions de l'équilibre réel au sens de l'article L. 1612-4 ; que la chambre admet la recevabilité de la saisine du préfet, bien que hors délai ;

CONSIDERANT qu'en raison du caractère tardif de la saisine, l'application des dispositions de l'article L. 1612-5 du Code général des collectivités territoriales selon lesquelles la chambre propose des mesures de redressement nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire et demande au conseil syndical une nouvelle délibération, serait inopérante ;

- SUR LA SINCERITE DES INSCRIPTIONS DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2012 :

SUR LE REPORT DES RESTES A REALISER

CONSIDERANT que les restes à réaliser en recettes et en dépenses ont été correctement reportés aux budgets supplémentaires 2012 :

SUR LES MESURES NOUVELLES ET LA PRESENTATION DES BUDGETS

CONSIDERANT que les budgets des services publics à caractère industriel et commercial doivent être équilibrés en recette et en dépense, ce qui implique l'établissement d'un véritable budget par service ; que les recettes provenant de l'adduction d'eau potable ne peuvent financer que les dépenses du service de l'eau ; que de même, la redevance d'assainissement ne peut servir à financer que des dépenses d'assainissement ; qu'il en va de même pour l'irrigation ;

Sur l'individualisation des dépenses d'investissement :

CONSIDERANT que, depuis l'exercice 2011 et suivant les recommandations formulées par la chambre dans son avis sur le budget primitif 2011, les dépenses d'équipement et de fonctionnement ont été individualisées dans les trois budgets annexes comme en attestent les comptes administratifs (principal et annexes) ; que toutefois, l'amortissement de la dette (actuellement regroupé dans le budget principal) n'a pas fait l'objet d'une ventilation entre les budgets annexes ;

Sur l'individualisation des recettes d'investissement :

CONSIDERANT que les recettes d'investissement doivent également être affectées aux trois activités par nature du Syndicat ; que s'agissant des emprunts ou du report d'un résultat excédentaire, une affectation selon leur objet initial doit être opérée ;

CONSIDERANT également que l'excédent d'un budget annexe ne peut être affecté au budget principal que de manière exceptionnelle ;

Sur l'équilibre général des budgets :

CONSIDERANT que chacun des budgets supplémentaires (principal et annexes) doit être équilibré en recettes et en dépenses et que chacune des sections de ces quatre budgets doit également être équilibrée, au sens de l'article L. 1612-4 du Code général des collectivités territoriales ;

- SUR LE RETABLISSEMENT DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE

CONSIDERANT qu'il serait inopérant, pour la chambre, d'inviter le conseil syndical du SISCSV, par l'adoption d'une nouvelle délibération, à mettre en œuvre les rectifications formulées dans le présent avis et visant à assurer la sincérité des prévisions budgétaires, selon la nature des trois activités retracées par les budgets annexes ;

PAR CES MOTIFS

- 1) **CONSTATE** que les sections d'investissement des budgets supplémentaires annexes du SISCSV n'ont pas été votées en équilibre réel au sens des dispositions de l'article L. 1612-4 du Code général des collectivités territoriales ; que le budget supplémentaire principal dispose d'un excédent de section d'investissement équivalent au déficit d'investissement cumulé des trois budgets supplémentaires annexes ;
- 2) **DECLARE** recevable, bien que tardive, la saisine du préfet de la région Guadeloupe au titre de l'article L. 1612-5 et de l'article L. 1612-20 du Code général des collectivités territoriales ;
- 3) **CONSIDERE**, toutefois, qu'en raison de la proximité entre la date de la saisine et la fin de l'exercice budgétaire 2012, il serait inopérant de solliciter auprès du SISCSV la rectification de tous les budgets supplémentaires ;
- 4) **DEMANDE** au président du SISCSV d'effectuer les ajustements nécessaires lors de l'établissement du budget primitif 2013 ;
- 5) **RAPPELLE** qu'en application de l'article L 1612-19 du Code général des collectivités territoriales « *les assemblées délibérantes sont tenues informées dès leur plus proche réunion des avis formulés par la chambre régionale des comptes et des arrêtés pris par le représentant de l'Etat* »

Délibéré en la Chambre régionale des comptes de la Guadeloupe, le 20 décembre 2012.

Présents :

- M. DIRINGER, Président de la chambre, président de séance,
- M. LESOT, président de section,
- MM MARON, LANDAIS, ABOU, POZZO DI BORGO, Premier-conseillers,
et M. MALECKI, Premier-conseiller, rapporteur.

Le Premier-conseiller, rapporteur

Le Président de séance

H. MALECKI

B. DIRINGER